



Date : 06/01/2009

La mondialisation et les bibliothèques en Afrique : les problèmes de s'auto-découvrir dans un monde numérique

Benedict A. Oladele, Ph.D

Bibliothécaire d'université

Université d'Ibadan

Ibadan, Nigeria

ba.oladele@mail.ui.edu.ng

benolak8@yahoo.com

Tel: +2348033487015

Fax: +23428103118

*(Traduction française : Hager Braham, Bibliothécaire –
BiblioMondo inc. Montréal, Québec)*

Meeting: 115 Africa
Simultaneous Interpretation: English, Arabic, Chinese, French, German, Russian and Spanish

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 74TH IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
10-14 August 2008, Québec, Canada
<http://www.ifla.org/IV/ifla74/index.htm>

Résumé

Ce document examine à quel point la mondialisation comme cadre de développement a affecté le développement des bibliothèques en Afrique. Le Niger est utilisé comme référence pour évaluer l'ampleur avec laquelle la mondialisation a affecté les bibliothèques dans ce pays en addition à la réalisation d'un sondage empirique sur les difficultés affectant le développement des bibliothèques nigériennes. Les constatations montrent que le changement fréquent de la politique du gouvernement à propos du développement de bibliothèques, l'insuffisance budgétaire qui a affecté la capacité de maintenir l'inscription aux ressources d'information et la faiblesse de l'infrastructure de l'information sont des facteurs parmi d'autres responsables du sous-développement de la majorité des bibliothèques dans le pays et par inférence dans le continent. Ainsi, la majorité des bibliothèques en Afrique ne semble pas affectée par la mondialisation et ses technologies entraînant de l'information. Le parcours des bibliothèques africaines pour entrer au 21^e siècle est encore lent et difficile puisque c'est rempli de secousses et de rebondissements. Combien de temps après avoir défini les difficultés celles-ci seront surmontées et présentées comme un indice indiquant le parcours d'auto-découverte des bibliothèques pour devenir des bibliothèques sans frontières.

Introduction

Selon Buckland (1992), les bibliothèques existent afin «*de fournir un service : l'accès à l'information*». La performance de ce rôle dépend de la gestion (collection, traitement, élagage et conservation pour les générations) de l'intellect collectif des sociétés, des communautés et des institutions. Ces héritages dont la plupart sont tangibles et se présentent sous la forme de livres, de revues, d'enregistrements de musique.

La gestion de ces ressources souligne la nature de la bibliothèque comme un système organique qui n'évolue pas seulement en terme de qualité et quantité des documents et services offerts, mais comme un système en changement constant forcé par les développements dans son contexte immédiat et à distance. Donc, par extension, la bibliothèque devient un système organique confronté sur une base quotidienne aux difficultés, aux changements qui sont enracinés dans son milieu extérieur. Ceci représente les principes avancés par Witten et Bainbridge (2003) que l'existence de bibliothèques au cours des vingt-cinq dernières années a été accompagnée d'un essor pour la majorité d'entre elles à l'époque de la Renaissance, une époque associée à l'invention de l'imprimerie. Ceci a été vrai spécialement pour les sociétés disposant de l'écriture.

En Afrique et plus spécifiquement à son époque précoloniale, la notion de bibliothèque était essentiellement orale. À l'opposé des monastères où les volumes étaient enchaînés et des bibliothèques privées de l'Europe et les stèles ou dalles, pierres gravées de Chine, l'idée de bibliothèque en Afrique est biologique. Des individus étaient désignés comme des dépositaires de la mémoire collective de chacune de leurs communautés. D'après Banjo (1998) «*la communauté des intellectuels traditionnels : les sages, les chefs de bande, les prêtres, les historiens et les diseurs d'histoires*», y compris les musiciens constitués ou fonctionnels comme les bibliothèques et les bibliothécaires dans leur domaine local. Les individus désignés ont été formellement reconnus et auxquels les communautés entières accordent leur respect. Parmi le groupe ethnique des Wolofs de l'Ouest de l'Afrique, les individus désignés ainsi portent le nom de «griots» et, parmi la communauté du Niger parlant le Houassa, le titre officiel de ces individus est «Dan-Masanin» ce qui signifie dans le sens littéral du mot, «instruit». Ils sont souvent des chefs haut placés dans les cours et les palais des émirs. Aussi, parmi les gens parlant le Yoruba au Niger, connus sous le nom de «arokin» ou «olupitan» ce qui signifie gardien de connaissance et dans le sens littéral du terme, le diseur d'histoires.

Le fait de pouvoir voir ces individus dans les événements publics affecte la communauté, car ils sont considérés comme un état de fait auquel elle accorde une haute estime. Les difficultés de ce système sont très considérables vu que ce n'est pas n'importe qui dans la communauté qui peut accéder à ce bien individuel tout comme les usagers pour accéder aux bibliothèques publiques. Il existe aussi la difficulté de mal interpréter les événements en raison du secret sélectif, du biais, d'amnésie et de maladie. Il y a aussi la difficulté naturelle représentée par la mort et la conséquence de perdre l'héritage complet d'une communauté en l'absence de passation. C'est dans cette connexion qu'une personne peut apprécier un dicton kényan publié sur la chaîne africaine DSTV Africa Movie Magic qui dit «*la mort d'un sage ressemble à une bibliothèque en feu*». Comme sous-produit de la colonisation en Afrique, le modèle occidental de bibliothèques a été adopté graduellement. Les structures physiques ont été construites et remplies de livres et d'autres textes de lecture pour les usagers dont la majorité est composée de fonctionnaires du gouvernement (Dosummu, 2001). Des activités comme la sélection, l'acquisition de matériel de lecture, leur traitement, étaient tous effectuées à l'étranger avec un contenu reflétant les cultures des maîtres coloniaux.

Cependant, à l'époque contemporaine, l'idée d'une bibliothèque a été modifiée par la notion de la mondialisation. Comme idée, elle a généré autant d'affection que de haine parmi les étudiants et les technocrates (Stiglitz, 2002 ; Zelena, 2003). Ce qui constitue l'argumentation de son bien-fondé ou non ne sera pas traité dans l'énoncé de cette étude. Il suffit de dire que la mondialisation est une énigme omniprésente et son impact est quotidien sur les sociétés et les institutions. D'après Zeleza (2003 :1) «*la mondialisation semble être partout, à la fois comme*

une rhétorique et une réalité, comme un processus et un projet. En tant que processus, la pertinence de la mondialisation a été renforcée par le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et qui représentent sa force conductrice. Dans le contexte d'une bibliothèque, la mondialisation a amené un changement de paradigme dans la compréhension conceptuelle sur ce qu'est la bibliothèque et comment elle fonctionne.

Dans la période de pré-mondialisation, la bibliothèque était une localisation limitée en terme de fournir une structure physique ou une construction, tables de lecture, chaises et une rangée de rayons. La diffusion de service se reflétait plutôt par la présence physique à la bibliothèque et les interactions personnelles entre le bibliothécaire et l'utilisateur. Les questions sur l'espace, la distance et les variations des zones ont constitué des difficultés dans ce contexte. Dans le temps actuel où la majorité des bibliothèques appliquent les TIC au niveau de leurs opérations et services, l'accès à la bibliothèque est devenu progressivement anonyme et impersonnel puisque les usagers interagissent avec des machines au lieu d'être humains. Ceci est devenu ainsi parce que l'information au lieu de se trouver dans les livres sur les rayons, réside maintenant dans les ordinateurs auxquels les abonnés peuvent accéder à distance. Dans ce contexte, une personne peut apprécier la pertinence de la citation suivante :

Je suis la bibliothèque
Je suis ni mur ni les rayons
Pas même les livres classés en rayon
Je suis la sagesse de l'univers collectée et adaptée pour vous (toi)
Je suis une porte ouverte
Entrez

L'application des technologies aux opérations ou aux activités menées à la bibliothèque a changé beaucoup la performance des activités routinières pour les rendre relativement faciles. Maintenant, l'information peut être rassemblée et délivrée plus facilement qu'auparavant. Les usagers peuvent désormais mener une recherche combinée dans plusieurs bibliothèques sans quitter le confort de leurs foyers. Le résultat de toutes ces possibilités est que la notion de frontières limitant le service de la bibliothèque a donné lieu à un service sans frontières. Ce développement est plus significatif pour les économies développées. Cependant, il avait des revers pour la gestion de la bibliothèque et la diffusion de services. La situation des bibliothèques en Afrique présente par contre une image complètement différente. La majorité des bibliothèques sur le continent n'étaient pas capables de tirer avantage de certains gains de la mondialisation et des technologies convergentes pour améliorer leur capacité à livrer le service. Ceci n'est pas déconnecté d'un certain nombre de difficultés. Ainsi, à quel niveau les bibliothèques en Afrique ont été influencées par la mondialisation ? Existe-il des difficultés empêchant les bibliothèques en Afrique d'être mondialisées ? Si c'est le cas, quelle est leur nature, et comment les éviter ? L'objectif de cette étude finalement est d'étudier à quel niveau les bibliothèques en Afrique ont été affectées ou non par la mondialisation en regard de leur nature, leurs ramifications et les difficultés, incluant la possibilité de les atténuer.

L'étude est divisée en sept sections débutant par une introduction suivie par une section sur la mondialisation et la bibliothèque africaine. Ensuite, une présentation du cadre théorique de la communication suivie de la méthodologie adoptée et une analyse des données. La sixième section va discuter des résultats de l'étude pour terminer avec une conclusion finale.

La mondialisation et la bibliothèque africaine

La bibliothèque est une composante intégrale du système d'information d'une nation. Elle est établie pour rencontrer les besoins en information de la nation dans le milieu universitaire, gouvernemental et industriel. Ce rôle impose le besoin d'acquérir des matériaux d'information sur une base continue. Malheureusement, au cours des dernières années, les bibliothèques en Afrique étaient dépendantes de l'assistance étrangère par exemple dans le domaine de l'industrie du savoir (milieu universitaire, secteur de l'édition et de l'impression et celui des bibliothèques) à un niveau qui semble effrité ou agonisant au niveau de la majorité des nations (Zezeza, 2003). La classe dirigeante pourrait, à travers une politique réfléchie de négligence à l'égard de l'allocation budgétaire et le financement des infrastructures et des installations pour la création du savoir et la diffusion de l'information, ce qui a pour conséquence de réduire ses qualités, rendant ainsi les idéaux de la mondialisation à une distance utopique et inatteignable. C'est parce que la mondialisation réussit là où l'accès à l'information d'actualité et de pertinence se passe en l'absence de contrôle ou de limites. Pour illustrer l'essor de l'industrie de publications en Europe, Zezeza (2003) a rapporté que sur une base annuelle il y a environ 800 titres publiés par million de personnes comparait à 20 titres pour le même nombre de personnes en Afrique. La contradiction est présente malgré la prétention de développement faite d'une part par les nations en Afrique. Les gouvernements ont négligé d'autre part ces institutions et ces infrastructures qui pourraient les faire dépasser des pays pour atteindre un niveau de développement acceptable. Mais ce développement concerne en tout l'accès à une information à jour et pertinente permettant à la bibliothèque d'occuper une place centrale dans la création du savoir et dans l'innovation. Afin de résoudre la pénurie de livres et autres matériaux dans tous les pays, les bibliothèques doivent s'embarquer dans l'importation de livres et des abonnements aux revues. D'autre part, ceux qui ne peuvent pas s'offrir l'importation en raison de contraintes budgétaires doivent dépendre d'agences de donation étrangères qui, sur une base annuelle, envoient aux bibliothèques en Afrique des quantités de livres. Ceci ne fait que favoriser l'idée que la mondialisation présente un système de communication unidirectionnel avec une Afrique toujours réceptrice et ne contribuant rien en retour.

La question de fonds inadéquats ou leur absence pour la majorité des bibliothèques sur le continent est une limite majeure à leur participation dans le mouvement global des bibliothèques. Une implication qui pourrait coïncider est l'augmentation continue de la fracture numérique entre l'Afrique et le reste du monde. La majorité de ces bibliothèques sont sous-financées tout comme l'irrégularité des déboursés budgétaires. La conséquence de cet état de fait est que la majorité des bibliothèques sont incapables de remplir leurs responsabilités vis-à-vis de leurs abonnés de façon efficace et pertinente en raison de leur faible capacité à traiter et diffuser l'information hors ses murs. Ceci est attesté par plusieurs bibliothèques universitaires qui ont tenté de déployer les TIC dans la gestion de leurs ressources sans toutefois atteindre un succès appréciable. Ceci explique la raison pour laquelle les Fondations MacArthur et Carnegie se sont embarquées au cours des huit dernières années dans le renforcement du support apporté aux bibliothèques incluant l'automatisation et la création de capacité personnelle en matière de l'application des TIC pour cinq bibliothèques universitaires au Niger. En termes de développement de collection avec une exception probable pour les bibliothèques de l'Afrique du Sud, la majorité des collections dans les bibliothèques universitaires et publiques n'a pas encore atteint le seuil d'opérabilité dans la mondialisation. Ceci est notable après plusieurs années de négligence du gouvernement vis-à-vis du support financier pour le développement de bibliothèques. Ceci a conduit

inévitablement à d'énormes lacunes dans les livres et les exemplaires de journaux dans la majorité des bibliothèques en raison de leur incapacité de maintenir les abonnements annuels. Dans les bibliothèques scolaires ou collégiales, la situation est encore plus pathétique selon Oladele (2004) «*existent en théorie, mais en réalité ne sont plus qu'un assortiment de manuels scolaires et de donations de textes de lecture*» dont la majorité est obsolète. Les bibliothèques publiques et probablement encore une fois, en excluant celles de l'Afrique du Sud, ne sont nullement meilleures car l'accès à un système de bibliothèques publiques est encore au plus bas niveau. À cet égard, Mchombu (1991) a étudié l'accès aux bibliothèques publiques dans certains pays sélectionnés et 17 ans plus tard, son étude est toujours pertinente. Les résultats de cette étude ont révélé que le Botswana a atteint 7,5% taux d'accès comparé à 2,3% au Kenya, 1,2% pour la Tanzanie et moins de 1% au Niger. Ces révélations ont été confirmées plus tard par Raseroka (1994) qui a décrit les systèmes de bibliothèques publiques en Afrique comme de simples salles de lecture pour les étudiants à l'école secondaire. Encore plus, Banjo (1998) a observé le niveau de performance des bibliothèques publiques en Afrique qui a continué de diminuer «*au cours des dernières années comme elles étaient obligées de réduire leur acquisition de nouveaux livres et d'obtenir ce qu'elles peuvent des agences de donation à cause de la diminution des subventions, du coût élevé des livres et de la rareté de l'échange avec l'étranger*». Par contre, personne ne peut être d'accord avec le rapport de discussion de Sturges et Neil (1990) qui considéraient que les bibliothèques en Afrique «*sont presque et sans exception les derniers endroits qu'un chercheur sérieux va visiter pour trouver de l'information sur l'Afrique*». Cette déclaration, peut-être avec quelques exceptions, est un indicateur sur le déficit d'information dans la majorité des bibliothèques en Afrique et la désorganisation de certains textes d'information là où ils peuvent exister.

L'adoption et l'utilisation des TIC comme outils dans la gestion des bibliothèques dans la majorité des bibliothèques en Afrique demeurent encore à un niveau rudimentaire comparé à ce qu'on pourrait avoir dans les pays de l'Europe, des Amériques et de l'Asie. Cet état des lieux, peut-être avec l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Île Maurice et du Botswana, soit lié au faible niveau de développement des infrastructures nationales d'information à l'échelle des pays. Ces infrastructures se basent sur une politique publique permettant l'adoption et le développement des TIC, des systèmes de communication, la gestion de la bande passante, des bases de données nationales inter-reliées par un réseau de systèmes et de matériaux (Wilson 111, 1997). Dans certains pays et particulièrement au Niger, l'alimentation en électricité est irrégulière ce qui a affecté dès le début l'adoption des TIC. L'absence de ces derniers a affecté à leur tour la capacité et le rôle de la majorité des bibliothèques de traiter et de retrouver l'information à partir d'un réseau web. Étroitement lié à ceci, le problème du coût astronomique de la bande passante qui met cette technologie au-delà de la majorité des bibliothèques particulièrement celles du milieu universitaire. À partir de ce renoncement, il est possible de dire qu'une très large proportion de bibliothèques en Afrique n'est pas affectée involontairement par les possibilités présentées par la mondialisation et ses technologies envahissantes. Cette situation ne peut être dissociée de l'insuffisance de l'ensemble de l'infrastructure des TIC dans le contexte africain. Après tout, une bibliothèque est aussi bien en termes de ressources et de diffusion de services que son environnement. La capacité des pays africains d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) représente un indice pour évaluer jusqu'à quel point ils sont proches ou loin du seuil de la mondialisation.

Cadre théorique

La mondialisation est autant un concept qu'une théorie. En tant que concept, il a été défini de diverses façons et chaque définition reflétait son application dans un contexte. Selon

Robertson (1992 :8) la mondialisation est un outil pour «*compresser le monde et amplifier la conscience que le monde est en fait un ensemble*» dans une seule entité dans laquelle dans un sens les barrières territoriales ont été éliminées. Ceci est vu comme une option sans choix ou encore comme un fait accompli pour tous les pays. Selon Meyer et autres (1997), leur vision qui est intégrée dans cette compression et qui consiste dans la stratification ou la restructuration et l'emplacement des pays se font selon leur niveau de développement. Les nations au plus bas niveau de la stratification semblent avoir des inconvénients de risque liés à la mondialisation que Wallerstein (1998 :32) considère comme un outil pour continuer à propager le capitalisme qui ne l'a jamais considéré comme quelque chose de nouveau mais la «*septième chanson de notre système historique*». Dans cette entité, chaque acteur (autant un pays qu'une institution) peut jouer son propre jeu en fonction de son niveau de conscience et de développement économique. Cette conceptualisation de la vision de la mondialisation concorde avec la définition donnée par Ouattara (1997) pour la mondialisation qui la présente comme «*une intégration des économies à travers le commerce, les flux financiers, l'échange de technologies et de l'information ainsi que le mouvement des gens à travers les frontières internationales*». Personne ne peut qu'adopter pour cette réflexion les définitions respectives de Robertson et d'Ouattara.

Les éléments à souligner dans ces deux définitions sont l'intégration continue parmi les pays du monde et l'intégration engendrée par les technologies de l'information et de communication qui est en constante évolution. Ceci a en retour un impact positif sur les nations, les institutions et la capacité individuelle pour créer l'information ou les connaissances qui peuvent être partagées dans l'immédiat à travers le monde sans tenir compte de la distance, des frontières physiques et des variations temporelles. Cette possibilité représente une évidence dans la diffusion culturelle.

De cette perspective théorique, la mondialisation réussit son rôle en tant que technologie. La doctrine est que ça soit à travers les technologies des pays qu'à travers des individus, l'interaction se passe de part et d'autre à un niveau plus important qu'auparavant. Des interactions comme telles ont un impact sur le développement socio-économique des pays et leurs systèmes. En d'autres mots, le développement d'un seul pays pourrait avoir des répercussions sur un autre pays ce qui conduit à l'adoption de la théorie sur la culture mondiale comme un cadre d'analyse dans la présente étude.

La théorie sur la culture mondiale tente d'expliquer le processus par lequel des êtres humains dans n'importe quelle société sont éveillés à une nouvelle conscience qui leur permet d'être des participants actifs dans le processus interactif visant la construction d'un pays et son intégration dans une seule entité globale (Lechner, 2008). La doctrine théorique est que le niveau de conscience de la vision du monde telle qu'affichée par les citoyens de n'importe quel pays ou région est une mesure du niveau d'intégration d'un tel pays dans l'ensemble global. Ainsi, par extension, la conscience de la mondialisation est un indice sur le niveau de participation dans le processus de développement mondial. Selon Lechner (2008), la théorie explique comment les pays sont connectés, comment la conscience de la citoyenneté est éveillée et stimulée de manière à ce que «*l'autonomie des pays et des pratiques dans l'ordre mondial contemporain*» conduise à des initiatives et des influences globalisantes. Dans un autre monde, la théorie explique comment les êtres humains réagissent à la promotion des réalités de la mondialisation avec respect pour le développement socio-économique des pays sans qu'ils perdent leur unique identité. C'est avec ce regard que Lechner (2008 :4) a décrit la théorie comme cinq caractéristiques qui ne sont pas nécessairement exclusives et ce sont le relativisme, l'émulation, la mondialisation, l'interprétation et la contestation.

L'idée du relativisme assume que chaque pays dans le monde détermine la forme, le profil et les directions de ses processus de développement à partir de normes qui ont été formulées et acceptées à l'échelle universelle. Autrement dit, on s'attend à ce que les pays apprivoisent ces

normes pour qu'elles puissent s'ajuster à leurs conditions et leurs besoins locaux. À titre d'exemple de normes à la fois universelles et communes, les Objectifs du Développement Millénaire (ODM) formulés par les Nations Unies en 2000.

L'émulation, comme caractéristique, permet à chaque pays dans un contexte de mondialisation de poursuivre son propre calendrier de développement en même temps qu'il utilise les normes universelles afin de pouvoir comparer ses points et échanger ses expériences avec les autres pays d'une façon proactive. Ceci n'est pas le cas de la mondialisation qui consiste en fait à partager des affinités plus proches du relativisme au moins dans la perspective d'appropriation de certaines normes universelles communes. En d'autres termes et tel qu'expliqué par Lechner (2008), les idéaux universels de la mondialisation «*sont interprétés et assimilés différemment selon l'époque et l'histoire de groupes en particulier*» ou de pays. L'essentiel des expériences de chaque pays est que les institutions et les systèmes comme les bibliothèques vont déterminer comment les normes communes de la mondialisation seront assimilées et adoptées. Il semble que la majorité des bibliothèques sur le continent n'était pas capables d'assimiler certaines normes en matière de TIC pour les bibliothèques dans leur pratique commune. Ceci a pour implication de les retenir en arrière par rapport au mouvement bibliothéconomique international. L'interprétation comme caractéristique représente une plateforme pour l'interconnexion des expériences particulières et universelles des pays dans le monde entier en regard de la comparaison des résultats atteints. Le résultat final d'une pareille comparaison est de fournir une rétroaction dans le processus global pour continuer à améliorer le système. Cette caractéristique présente une opération de raccord avec la contestation de la mondialisation comme phénomène mondial contemporain. Dans ce processus de contestation, l'effort de conscience est réalisé dans le but de séparer de chaque moyen ses particularités et son universalité pour arriver à ce qui semble être une évaluation objective du phénomène.

Pour le besoin analytique, la théorie fournit quatre attributs comme cadre dans lequel Robertson (1992) a défini comme «*circonstance globale et humaine*». Ces attributs sont le statut des sociétés, des systèmes qui gèrent ces sociétés, des individus et de leur rôle aussi bien que l'humanité. De ce point de vue, la bibliothèque est conçue comme un de ces systèmes créés par la société avec la responsabilité de contribuer à son développement. Cependant, ce système travaille dans la mesure où il est supporté par la société et la présence d'individus ou des professionnels qui font fonctionner le système. Les individus dans ce contexte sont les bibliothécaires et les travailleurs de l'information. Personne ne peut que recourir à ce cadre théorique pour analyser l'étendue de l'impact de la mondialisation sur le développement des services de bibliothèque en Afrique par rapport aux changements émergents et de quelle façon ils peuvent être couverts dans un contexte de politiques proactives et de plans stratégiques.

Méthodologie

Pour les besoins de la collecte des données, l'auteur a développé et a géré un questionnaire composé de 28 points structurés qui s'intitule «Questionnaire sur les problèmes en bibliothèques». Les répondants sont des bibliothécaires pratiquants et des bibliothécaires d'université. L'instrument est divisé en trois sections avec la première section sur la collecte des données à propos des bibliothèques où travaillent les répondants. La deuxième section représente un inventaire des 14 points sur les problèmes. Les répondants sont tenus de cocher (✓) parmi un choix multiple ce qui pourrait être considéré pertinent. La troisième section est à choix multiple comprenant neuf points sur les variables d'atténuation. Afin d'élargir les perspectives de l'étude, les visions des 13 bibliothécaires pratiquants en Afrique (5 du Niger, 3 du Ghana, 1 du Kenya, 2 du Congo, 1 du Cameroun et 1 de l'Ouganda) qui étaient aux études aux États-Unis et qui ont été tous recrutés à travers l'administration d'une version

modifiée de l'instrument de base. Ceci a été possible grâce à l'assistance de collègues de recherche qui étaient aussi dans le même programme pendant ce temps d'étude.

Pour administrer le premier questionnaire au Niger, un nombre de facteurs a été pris en considération. Ces facteurs incluent six zones géopolitiques du pays et un large éventail de bibliothèques et de bibliothèques scolaires dans ces zones. Les échantillons pour l'étude ont été désignés dans chacune des six zones géopolitiques afin d'assurer un large éventail de vues. Afin de gérer les données, les bibliothèques ont été classées généralement par type, universitaire/recherche (Universités, Polytechniques, Collèges d'éducation, Bibliothèques d'institutions de recherche), bibliothèques publiques, bibliothèques scolaires et écoles de bibliothéconomie. Dans chacune de ces zones, des échantillons ont été sélectionnés délibérément en fonction des coordonnées des personnes, leurs adresses et la connaissance personnelle de l'auteur de ces zones. Le questionnaire a été administré directement aux répondants ou envoyé par courriel. Les répondants ont été sélectionnés à partir de bases de données de l'Association des bibliothèques du Niger et le Forum du blogue de l'Association des bibliothèques du Niger. Le choix du nombre des échantillons par zone (**Tableau 1.1**) a été réalisé par la communauté des bibliothécaires dans chaque zone.

<Tableau 1.1>

Il y a 36 départements dans le pays avec une moyenne de 5 départements par zone. Chaque département a un système particulier de bibliothèques publiques ce qui traduit 36 systèmes de bibliothèques publiques.

Le questionnaire a été administré soit directement aux répondants ou par courriel. Un total de 166 questionnaires ont été administrés dont 150 ont été retournés, enregistrés et analysés.

Les données ont été analysées avec le logiciel Statistical Package for Social Sciences (SPSS) en utilisant des calculs statistiques à base de fréquence et de pourcentage. Les données ont fait l'objet de réflexion utilisant les approches qualitatives et quantitatives. Afin d'approfondir la compréhension des données, toutes les variables (changements et atténuations) ont été croisées selon le type de bibliothèque du répondant. Le khi carré de ces données a été calculé en utilisant le khi carré de Pearson. Le calcul a formé les bases pour déterminer le niveau de signification des variables à .05 niveau de signification.

Analyse des données

La fréquence de distribution de bibliothèques des répondants montre que 104 ou 69.3% des 150 questionnaires analysés en retour sont des bibliothécaires ou des travailleurs de l'information à l'université ou dans un centre de recherche précédés par les répondants de bibliothèques publiques incluant la Bibliothèque nationale du Niger qui représente 30 ou 20% du total des répondants. D'autres types de répondants constitués par 7 (4,7%) et 9 (6%) viennent respectivement de bibliothèques scolaires et d'écoles de bibliothéconomie.

La fréquence de distribution des résultats des répondants sur les problèmes auxquels le pays est confronté apparaissent dans le **Tableau 1.2**.

<Tableau 1.2>

Dans la moyenne, la majorité des répondants s'accordent sur le fait que l'inventaire des problèmes dans le questionnaire représente les principales questions qui affectent la facilité de délivrer les services de bibliothèque dans le pays. Ce constat a été confirmé par un groupe-type de bibliothécaires venant de l'Afrique et suivant un programme d'études aux États-Unis qui confirment la similarité des problèmes dans leur pays.

Il est également important de noter que pendant que 72% des répondants considèrent le coût élevé d'équipements et de logiciels comme un problème pour l'automatisation des bibliothèques, le même nombre de répondants ne voient pas la complexité de gérer les lois sur le dépôt légal comme un problème pour les bibliothèques dans leur pays. Près de 57% des

répondants ne sont pas d'accord que le coût élevé de la bande passante est un problème pour les bases de la diffusion électronique des services de bibliothèques. Il est également important de noter que 57,7% des répondants ne s'accordent pas sur le fait que la rareté des documents soit un problème pour les bibliothèques dans le pays. Par contre, d'une part, plus de 50% des répondants s'accordent sur la permanence des inscriptions aux ressources électroniques, l'accès des lecteurs aux ressources électroniques, l'absence de normes de pratiques de bibliothèques communes, la faiblesse de l'infrastructure de l'information nationale et la disparité entre les politiques gouvernementales sur les bibliothèques ainsi que l'attribution budgétaire, tout ceci constitue des défis pour le développement des bibliothèques au Niger. La réaction vis-à-vis de la qualité médiocre des professionnels de bibliothèque comme un problème pour la diffusion de services dans les bibliothèques nigériennes semble même répandue parmi les répondants. Les réactions des répondants sur la façon d'atténuer les problèmes identifiés apparaissent au **Tableau 1.3**.

<Tableau 3>

Plus de 70% des répondants s'accordent sur l'importance d'augmenter les allocations budgétaires pour les bibliothèques qui sont en train de se réunir pour former un réseau constituant un cadre de travail pour gérer les problèmes communs. Au delà de 62% des répondants ont manifesté le besoin d'une réorientation générale des bibliothécaires comme une façon d'améliorer leur capacité de régler les problèmes de bibliothèques du Niger. Ceci est suivi de près par 58% de répondants en accord avec le besoin de revoir le programme d'éducation en bibliothéconomie. Une telle révision suppose l'ajout de cours permettant l'amélioration du processus de défense de leur intérêt et une politique qui vient les appuyer a été approuvée par environ 55% des répondants. Un autre point proche de cette question est la démarche marketing et la signalisation pour certaines sources spécifiques à la bibliothèque. Alors que 44% des répondants sont en faveur du marketing et la signalisation des services de la bibliothèque, 56% sont contre. Dans le tableau 1.2, il y a mention de quatre problèmes qui sont considérés comme associés et de façon distincte au type de bibliothèque où travaille le répondant. Ce sont entre autres, la faiblesse de l'infrastructure nationale en information, la complexité croissante des lois sur le dépôt légal, la qualité médiocre des bibliothécaires promus des écoles de bibliothéconomie et la poursuite de l'initiative des éditeurs universels. De façon similaire, cinq questions d'atténuation ont été démontrées aussi significatives avec les bibliothèques des répondants. Ce sont la signalisation des services de la bibliothèque, la création d'un réseau de bibliothèques, la révision du programme d'étude en bibliothéconomie, la réorientation des bibliothécaires et la réduction de la fracture numérique entre l'Afrique et le reste du monde. La permanence des abonnements aux ressources électroniques était considérée non significative pour le niveau .166.

Discussion

À partir de ces résultats, les bibliothèques au Niger sont à priori minées par plusieurs problèmes. La majorité d'entre elles sont caractérisées par la rareté des ressources documentaires imprimées et électroniques, les lacunes dans les collections, le taux élevé du caractère obsolète pour certaines et généralement une infrastructure faible pour les services d'information. Tous ces problèmes sont négligés par le gouvernement qui sous investit dans les bibliothèques. L'implication de ce contexte est que la majorité des bibliothèques ne sont pas capables de participer efficacement sur la scène globale dans la diffusion de l'information aux abonnés. Il est visible donc que les bibliothèques du Niger par nécessité sont obligées de s'embarquer dans un processus d'auto-rajeunissement qui leur permettrait de pouvoir répondre aux demandes et aux difficultés de la gestion moderne de l'information dans un environnement numérique global.

La résolution de ces problèmes tourne autour d'une politique de défense des intérêts et une articulation entre les bibliothécaires et les spécialistes de l'information. Ceci est précisément important pour les problèmes externes des bibliothèques pour ne citer que quelques-uns tels que le financement, la médiocrité de l'infrastructure des TIC, le coût élevé du matériel et de la bande passante, la permanence des initiatives des éditeurs universels, la qualité médiocre des bibliothécaires. Ces derniers auront collectivement besoin de s'embarquer dans la conduite d'une politique de défense des intérêts au niveau de la classe politique dirigeante dans le pays. À cet égard, l'organisme cadre des bibliothécaires dans le pays deviendra dans ce contexte le fer de lance de la politique de défense de leurs intérêts. Cette approche est considérée comme un impératif alors que moins de 80% des bibliothèques sont financées par le gouvernement dans le pays. Malheureusement, le gouvernement n'a pas de politique claire sur l'allocation budgétaire annuelle destinée aux bibliothèques. L'expérience a démontré que l'allocation financière attribuée par le gouvernement aux bibliothèques est basée souvent sur les «rythmes» plutôt que les raisons.

La politique de défense des intérêts est un art professionnel qui exige une compréhension approfondie du climat ou du terrain politique y compris les perspectives des principaux groupes cibles ou des pays. C'est dans ce contexte que l'idée d'une réorientation générale des bibliothécaires comme stratégie d'atténuation est soulignée. L'essentiel de cette approche est en harmonie avec la convention d'Ouattara (2008) qui a pour effet que les pays d'Afrique ont besoin de s'embarquer dans une politique proactive dont les articulations représentent une voie pour combattre les problèmes associés à la mondialisation incluant la maximisation de ses bénéfices potentiels et la gestion optimale des inconvénients. Pour un problème tel que la signalisation des bibliothèques, qui est interne aux bibliothèques, l'ingéniosité ou l'initiative de chaque bibliothèque devient cruciale puisque le défi varie d'une bibliothèque à une autre. Ceci diffère avec l'absence de normes communes pour les bibliothèques qui est systématique et qui pourrait être réglé avec l'organisation professionnelle de bibliothèques comme cadre. D'autre part, la formation d'un réseau peut être créée pour affronter les problèmes communs des différents types de bibliothèques.

On s'attend à ce que l'identification des mesures va révéler les contradictions entre les fonctionnaires du gouvernement qui prônent publiquement l'importance des bibliothèques dans le processus du développement de la nation et leur apparente résistance à prôner que la sauvegarde passe par des ressources. Ceci est un cas classique d'une politique périlleuse. La position est caractérisée par le changement de l'approbation initiale prise par le gouvernement fédéral qui représentait 10% du budget annuel des universités comme une allocation pour les bibliothèques universitaires du pays. La nouvelle politique est dorénavant de 10% avec des coûts indirects qui représentent un surplus dont l'expansion est récurrente. Le changement de politique a servi uniquement à rendre rigide la diffusion de services dans toutes les bibliothèques des universités fédérales du pays. Le faible financement des bibliothèques universitaires du Niger ne diffère pas de ce qui existe déjà dans d'autres pays d'Afrique. Au Zimbabwe, le résultat de l'étude réalisée par l'INASP (2008) sur le financement des bibliothèques universitaires statue que «les bibliothèques apparaissent avoir souffert plus que les autres services universitaires suite à la réduction du niveau des dons gouvernementaux pour l'enseignement supérieur». Le faible support financier pour les bibliothèques a affecté inévitablement et de façon négative leur capacité à acquérir sur une base régulière des textes de lecture, à assurer un abonnement continu aux revues à la fois en format papier et électronique ainsi que le déploiement des TIC à la bibliothèque. Cependant, il est important de noter que plus de 50% des répondants n'acceptent pas que la rareté des documents imprimés constitue un problème pour les bibliothèques dans le pays. Ceci peut ne pas être étranger aux initiatives de donation de livres de certaines agences donatrices. Ainsi la permanence des abonnements aux périodiques devient cruciale.

La question de la faiblesse de l'infrastructure nationale en information (INI) est une contrainte majeure dans la conduite d'un service d'information électronique à travers les barrières spatiales. Au Niger, autant que pour certaines parties de l'Afrique, l'infrastructure comme la technologie de la bande passante et d'autres systèmes de communication sont encore à un stade de développement rudimentaire et ceci inclus l'accès à l'internet. Selon la source de l'organisme Internet World Statistics (2008), l'Afrique qui représente 14,2% de la population mondiale a un taux de pénétration d'internet de 4,7% alors que 3,4% de la population actuelle utilise l'internet. À l'opposé, en Amérique du Sud, les pays avec une population de 380 millions atteignent 9,6% de taux d'usage de l'internet. À l'échelle nationale des pays, on estime que 8 millions de Nigériens ont accès et utilisent l'internet comparé à 5,1 millions en Afrique du Sud, 6 millions en Égypte et 0,8 en Ouganda (Internet World Statistics 2008). Il est important d'observer qu'une bonne partie des équipements pour accéder à l'internet est attribuée à des initiatives privées, ce qui est l'opposé des efforts du gouvernement. Tel que présenté dans les constatations, le coût élevé de la bande passante représente encore une contrainte pour la majorité des tentatives des bibliothèques à se mettre sur le net. Cependant, ce problème est encore loin d'être confronté par le ICT-Forum du Niger qui consiste à assister les universités dans le partage du coût avec le réseau. Certains points de repère de ces réalisations ont été enregistrés et ceci pourrait expliquer l'usage relatif des services d'internet par la majorité des universités dans les pays.

La question de permanence des frais d'inscription aux ressources électroniques (livres et revues) par les bibliothèques représente une problématique pour la majorité des pays en Afrique. En raison de la pauvreté du support financier, la majorité des bibliothèques ne sont pas capables de s'abonner à ces ressources alors que d'autres ne sont pas capables d'assurer la continuité de leur abonnement. Un problème majeur pour l'abonnement des bibliothèques aux ressources électroniques sur le continent est la continuité. Ceci augmente en fonction de la possibilité que la bibliothèque perd la totalité de sa collection incluant les anciens numéros s'il arrivait de couper l'abonnement. À l'opposé de l'abonnement à une copie imprimée des revues, où certaines bibliothèques réussissent à retenir des exemplaires d'anciens abonnements même s'il pourrait y avoir une coupure. C'est un vrai dilemme qui appelle à joindre une initiative proactive tant par les bibliothèques inscrites que par les éditeurs.

Récemment, la majorité des bibliothèques sur le continent ont continué de bénéficier d'un accès gratuit aux ressources électroniques comme HINARI, AGORA, OARE eIF-net, INASP, etc. Celles-ci ont été mises en commun suite à une initiative collective de certains éditeurs universels. Le défi de cette initiative pour les bibliothèques en Afrique devient le destin des bibliothèques qui ont profité de ces services si les éditeurs se retiraient de cette initiative.

Il a été observé récemment que certains éditeurs ont réduit le nombre de leurs revues ou se sont retirés complètement de cette initiative. Ceci est un problème qui attire présentement l'attention de la majorité des gestionnaires de bibliothèques sur le continent. De plus, la question d'accès des usagers aux ressources électroniques en raison des équipements limités pour accéder à l'internet présente un des facteurs responsables de la sous-utilisation de ces ressources même dans un environnement où elles sont présentes. La majorité des bibliothèques universitaires du Nigeria sont tenues d'y faciliter l'accès comme un moyen d'atténuer le problème.

La question de la création de capacité pour les bibliothécaires représente un facteur majeur dans la diffusion des services de bibliothèques dans n'importe quel environnement. Au Nigeria et peut être dans plusieurs pays en Afrique, il existe un vide énorme entre la demande de pratique contemporaine dans les bibliothèques et le programme d'études actuel en bibliothéconomie. Personne ne peut contredire l'observation d'Onatola (2008) «[que] la majorité des problèmes de contrôle de qualité et les implications qui semblent d'ordre

d'éthique professionnelle interne à la bibliothèque et à l'information en Afrique». En supposant que la majorité de ces problèmes sont internes, ils ont des implications globales au niveau de la diffusion des services de bibliothèque vu qu'ils traversent les barrières physiques et nationales. Cependant, ce qui est requis maintenant c'est une révision du programme d'études pour les bibliothécaires avec une prise en compte des demandes contemporaines pour la collecte et la diffusion de l'information, le marketing et la signalisation dans les bibliothèques et une politique de défense des intérêts pour supporter la bibliothèque. Que ce soit des bibliothèques scolaires ou les différentes organisations professionnelles, ils ont un rôle crucial à jouer à cet égard. Cette initiative pourrait contribuer à préparer les jeunes professionnels pour les défis des bibliothèques du 21^e siècle.

Conclusion

D'après les conclusions de cette étude, les bibliothèques du Niger comme la majorité de leurs contreparties ailleurs en Afrique sont directement financées par le gouvernement et la majorité est sous-financée. De plus, il a été conclu que les bibliothèques sont contraintes par un nombre de problèmes dont le nombre n'a cessé d'accroître et d'entraver les bibliothèques de bénéficier de plusieurs opportunités présentées par la mondialisation en regard de la diffusion des services d'information à travers les obstacles physiques et nationaux.

Le plus important de ces problèmes, en addition au faible financement de l'infrastructure nationale de l'information, est la capacité de gérer la complexité croissante des lois sur les droits d'auteur dû à l'émergence de nouveaux formats d'information, la qualité professionnelle des ressortissants des écoles de bibliothéconomie dans le pays et la continuité des inscriptions aux ressources électroniques. De plus, les bibliothèques dans le pays auront besoin de gérer ces problèmes dans le cadre de la réflexion sur la politique de défense des intérêts, leur conception et leur mise en œuvre. Un tel cadre de politiques doit être aussi inclusif qu'extensible afin d'inclure des questions telles que la formation d'un réseau, la capacité de créer pour les professionnels de bibliothèques y compris la mise en valeur du programme, la réorientation des professionnels avec la vision de réduire la fracture numérique entre le pays et le reste du monde. Il est à noter que les expériences des bibliothèques du Nigeria pourraient être similaires à celles de plusieurs pays du continent.

L'idée à souligner à travers ces conclusions est de croire que le développement des bibliothèques en Afrique devrait inclure deux approches inclusives qui doivent être inter-reliées. La première approche implique un réglage de précision ou un raffinement pour les systèmes de bibliothèques existants et de s'adapter aux demandes contemporaines de la mondialisation. La deuxième approche implique un processus qui permet de trouver des solutions aux problèmes émergents, aux défis. Les deux approches impliquent des réflexions analytiques claires, des idées innovatrices et l'obtention de réponses aux multiples conditions politiques et socio-économiques qui vont affecter directement ou indirectement le développement des bibliothèques sur le continent.

En partant des conclusions révélées dans ce document, une large proportion des bibliothèques du Nigeria et, par inférence, la majorité des bibliothèques en Afrique ne semble pas être affectée par la mondialisation et ses technologies de l'information émergentes. Par conséquent, le périple de ramener les bibliothèques au niveau des exigences du 21^e siècle est lent et tortueux caractérisé par des secousses et des rebondissements, mais qui peuvent être facilitées par des initiatives concertées. Aussi, par nécessité, les gestionnaires de bibliothèques doivent s'impliquer dans les pressions politiques et la formulation de solutions aux principaux défis dont la majorité sont plutôt intellectuel et administratif que politique. Un mouvement dans cette direction a été entrepris par les bibliothèques sur le continent et s'attend à marquer le début d'un voyage d'auto-découverte avec la prise en compte de fournir des services

d'information sans considérer les barrières physiques, spatiales et temporelles. Aussitôt que cet objectif sera atteint par les bibliothèques en Afrique, il sera aussitôt un repère pour que les services de bibliothèques sans frontières puissent émerger sur le continent.

<Bibliographie>

Banjo, Gboyega (1998), Libraries and cultural Heritage in Africa. IFLA Journal 24(4), 1098, 228-232. URL: <http://www.ifla.org/v/iflaj/jour2004.pdf>

Buckland, Michael (2003), Redesigning Library Services: A Manifesto URL: <http://www.sunsite.berkeley.edu/literature/library/redesigning.hlt> (accessed May 19 2003)

Dosunmu, J.A. (2001), Historical Sketch of the National Library of Nigeria, pp 111. In: Libraries and Librarianship in Nigeria: A Festschrift for Ezekiel B. Bankole. 299p.

International Network for the Availability of Scientific Publications (2008). An Investigation into the Funding of University Libraries in Zambia. Oxford: INASP and SCANUL-esc, 2004. 60PP.

Internet World Statistics, (2008) Internet Usage Statistics for Africa (Africa Internet Usage and Population Statistics). URL: <http://www.internetworldstats.com/Sdats1.htm>

Kahin, Brian and Wilson 111, Ernest J. (1997). National Information Infrastructure Initiatives: Vision and Policy Design. Cambridge: The MIT Press, 1997 xiv, 649p.

Lechner, Frank (2008), Globalization Theories: World Culture Theory. URL: <http://www.sociology.emory.edu/globalization/theories03.html> (accessed 6th March 2008).

Mchombu, Kingo (1991). Which African Librarianship. IFLA Journal 17(1), 26-28, 1991,

Meyer, John W., et al (1997). World Society and the Nation State. American Journal of Sociology 103(1), 1997, 144 – 181.

Odusanwo, G. O. (2001). Development of Libraries in the Nigerian Federal Civil Service: A Historical Perspective. Pp. 219 0 239. In: Libraries and Librarianship in Nigeria...

Olalede, Benedict A. (2004). The Future Directions for Africa Library Development. Washington, DC: Africa and Mid Eastern Division, Library of Congress.

Onatola Ayo (20098) Private Communications.

Ouattara, Alassane D. (1997). The Challenges of Globalization for Africa URL: <http://www.inf.org/external/np/speeches/2993/052197.htm> (accessed 1st February 2008).

Raseroka, H. K. (1994). Changes in Public Libraries During the last Twenty Years. An African Perspective. Libri 44(2), 159-163, 19994.

Robertson, Roland (1992), *The Globalization Paradigm: Thinking Globally*. In: *Religion and Social Order*. Greenwich: JAI Press – pp. 207 – 240.

Stiglitz, Joseph E (2002). *Globalization and its Discontents*. London: Penguin Books, 2002. xxii, 288p.

Sturges, Paul and Neil, Richard (1990). *The Quiet Struggle: Libraries and Information for Africa*. London: Monsell Publishing Ltd., 1990, 172 p.

Wallerstein (1998). *Utopistics: Or Historical Choices of the Twenty-First Century*. New York: The New Press, 1998.

Witten, Ian. H. and Bainbridge, David (2003). *How to Build a Digital Library*. San Francisco: Morgan Kaufmann Publishers, 2003, xxxiii, 518p.

Zezeza, Paul Tiyambe (2003). *Rethinking Africa's Globalization: The Intellectual Challenges*. Trenton: Africa World Press, 2003, xi, 500p.